

Ile-de-France
Français établis
hors de France

Élections européennes - 25 mai 2014



“Pour la
France,
agir
en **Europe**”

Pour la France, Agir en Europe avec nos compatriotes de l'étranger

Madame, Monsieur,

Vous le savez : partout dans le monde, le 24 mai pour le continent américain et le 25 mai pour le reste, les Français établis à l'étranger sont appelés à participer aux élections consulaires. Avec toute l'UMP, nous soutenons vos candidats pour cette élection si importante pour vous.

Mais le même jour, vous participerez aussi à l'élection des nouveaux représentants de la France au Parlement européen. Pour cette dernière élection, tous les Français établis hors de France sont rattachés administrativement à la région Ile-de-France. Celle-ci élit 15 des 74 eurodéputés représentant notre pays. Désigné comme tête de la liste UMP pour la région, j'ai proposé que trois de nos compatriotes vivant à l'étranger figurent parmi nos candidats. Il s'agit de Véronique CARTOUX, qui vit à Londres, de Jérémy MICHEL, de Bruxelles, et de Fabienne ABIRAMIA qui vit à Beyrouth. Ils seront pendant les cinq ans à venir nos correspondants auprès de vous, relayant vos problèmes, vos questions, vos attentes, vos propositions.

Je veux d'abord vous parler de vous.

Vous avez fait le choix professionnel, personnel ou familial, de vivre dans un autre pays, parfois sur un autre continent, souvent loin des vôtres. Mais vous êtes restés viscéralement attachés à votre lieu de naissance ou, si vous êtes devenus français par une union familiale, au pays de celui ou de celle que vous aimez. Là où vous êtes, vous représentez la France. Vous en êtes fiers. Votre choix de vie est une grande chance pour notre cher pays. A l'âge de la mondialisation pacifique – cent ans après le début de la première guerre mondiale -, vous êtes les pionniers qui incarnez, qui diffusez, qui exportez notre savoir faire et notre savoir vivre.

C'est pourquoi la France a des devoirs envers vous. A commencer par celui de ne pas vous considérer comme des nantis, des privilégiés, qui seraient suspects d'être des mauvais citoyens parce qu'ils ont quitté l'hexagone. Et qui seraient taillables à merci. C'est la raison pour laquelle, nous sommes très attentifs à la procédure d'infraction heureusement engagée par la Commission européenne à l'encontre de la France concernant le prélèvement de la CSG et de la CRDS sur les

revenus du patrimoine des personnes physiques non domiciliées en France. Au-delà de ses conséquences financières, cette mesure inique est un détestable symbole.

*

En même temps, là où vous vivez, vous vous sentez européens, et vous êtes souvent considérés comme tels par ceux qui vous accueillent. Il y a une histoire, un mode de vie, un modèle familial, des valeurs, qui sont communes aux Européens. La capacité des Européens de travailler ensemble, de s'unir dans ce monde aussi passionnant que difficile est une exigence dont vous mesurez chaque jour l'importance.

Et c'est pourquoi vous réalisez la gravité de l'enjeu de cette élection européenne du 25 mai, aussi bien, voire mieux que ceux de nos compatriotes qui vivent dans l'hexagone. A plusieurs égards, elle consiste en une première.

C'est la première élection du Parlement de Strasbourg qui verra l'application complète du traité de Lisbonne. Les 380 millions d'électeurs européens sont appelés à élire, non seulement des députés qui ont acquis désormais la plénitude du pouvoir législatif, mais aussi, à travers ceux-ci, le Président de la Commission européenne. Celui-ci ne sera plus un haut fonctionnaire nommé par les gouvernements, mais un élu des peuples européens, un « Monsieur Europe ». Notre famille politique, le Parti populaire européen (PPE) a choisi Jean-Claude Juncker. Le jeune ancien Premier ministre luxembourgeois a longtemps été le plus européen des 28 chefs d'Etat et de gouvernement, fidèle à la tradition communautaire et franco-allemande de notre vision européenne. A la tête de l'eurogroupe, il a joué un rôle clef dans le sauvetage de la zone euro au moment des pires tempêtes financières. Il a su accepter le principe de l'abandon, par son pays, des privilèges fiscaux qui en avaient terni la réputation. Il a l'expérience, la hauteur de vues, et l'estime générale nécessaires à la plus difficile des fonctions.

C'est aussi la première élection qui aura lieu depuis le début de la sortie de la crise économique qui a frappé, non toute l'Union, mais une grande partie. La relance de la croissance et de la compétitivité sera au cœur de notre politique. Nous entendons aussi utiliser pleinement les compétences nouvelles que le traité de Lisbonne donne à l'Union pour mettre en commun nos moyens de recherche ; investir dans les grandes infrastructures continentales ; concevoir et mettre en œuvre une politique énergétique commune, là où nous constatons les ravages du chacun pour soi ; maîtriser ensemble les flux migratoires, à quoi ont échoué toutes les politiques nationales ; engager enfin la politique étrangère et de défense commune comme nous y pressent les dangers venus du sud comme de l'est. Notre programme détaillé est joint à ce message.

C'est enfin la première élection européenne depuis le changement politique intervenu en France il y a deux ans. Vous l'avez constaté : depuis juin 2012, la voix de la France ne se fait plus entendre à Bruxelles que pour demander piteusement des délais supplémentaires pour honorer nos engagements les plus solennels. Les initiatives courageuses qui ont parfois été prises ailleurs, notamment en Afrique, ont pâti d'une absence de relais diplomatique parce que notre pays s'était isolé de ses partenaires. La France a perdu le tiers de sa part dans la production industrielle de la zone euro, et, parmi les 18 membres de la zone, elle est le seul pays qui enregistre un déficit commercial de plusieurs dizaines de milliards : du nord, à l'est et au sud, tous nos partenaires,

eux, sont en excédent. La croissance est anémique et le nombre de chômeurs augmente d'un millier par jour.

Le désarroi de nos compatriotes, et parfois leur fureur, se sont exprimés lors des dernières élections municipales. Pour les européennes, le choix est clair : une Europe en panne, avec les socialistes ; une Europe en crise, si le Front national l'emporte sur son slogan « détruire l'Europe ! » ; une Europe qui redémarre enfin, si l'UMP et le PPE y reprennent le pouvoir.

La France a besoin d'une Europe qui marche. Qui joue son rôle, tout son rôle et rien que son rôle. Qui assure à nos producteurs l'égalité de la concurrence à l'intérieur, et l'égalité du rapport de forces à l'extérieur. Qui parle d'une seule voix envers Moscou, Washington ou Pékin. Qui nous permette de tirer le maximum des formidables opportunités scientifiques, technologiques, commerciales, humaines du XXI^e siècle, et de relever ses formidables défis : maîtrise des flux migratoires, de la prolifération nucléaire, des folies financières, du pillage de l'environnement, règlementation d'internet contre les puissances publiques et privées qui en abusent. Qui nous protège de toutes les formes d'atteintes à notre indépendance. Qui ne gomme pas nos identités, mais qui nous aide à les sauvegarder. Qui exporte dans le monde entier les valeurs qu'elle incarne mieux que quiconque : la négociation pacifique, l'égalité des nations, les droits de la personne humaine, la justice sociale, la protection de l'environnement.

L'Europe a besoin d'une France redevenue la France. Un pays exemplaire chez lui, qui honore ses engagements envers ses citoyens, et envers ses partenaires. Un pays pilote, qui retrouve sa place, auprès de l'Allemagne, dans la cabine de pilotage de l'Union. Qui montre le chemin à tous ceux de nos partenaires prêts à la suivre dans les politiques communes dont nous avons besoin : la recherche, les grands réseaux, l'immigration, l'industrie, l'énergie, la défense. C'est cette France qui a disparu depuis 2012.

Le 25 mai, avec l'UMP, nous voterons pour fonder l'Europe dont la France a besoin et pour relancer la France qui manque à l'Europe.

Alain LAMASSOURE

Attention : Vous ne pouvez pas voter par internet aux élections européennes. Vous devrez vous rendre à l'urne dans le bureau de vote qui vous a été indiqué par votre ambassade ou votre consulat.